

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 15/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



FRANCE POLYMERES S.A.S.

Avenue de Villevieille n°2
ZI ROUSSET
13790 Rousset

Références : D-1859-AIX-2022
Code AIOT : 0006401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement FRANCE POLYMERES S.A.S. implanté Avenue de Villevieille n°2 ZI ROUSSET 13790 Rousset. L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE POLYMERES S.A.S.
- Avenue de Villevieille n°2 ZI ROUSSET 13790 Rousset
- Code AIOT : 0006401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité est le traitement de déchets non dangereux (plastiques) provenant d'installations classées

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur la situation administrative du site;
- Suites de la dernière inspection (05 mars 2013);
- Vérification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 mars 1995;
- Vérification des dispositions de la section III (foudre) de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suites de la visite du 05 mars 2013 – écart n°4	Lettre du 03/05/2013	/	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie - Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 20/06/2012	/	Sans objet
3	Suites de la visite du 05 mars 2013 – écart n°3	Lettre du 03/05/2013	/	Sans objet
4	Suites de la visite du 05 mars 2013 – écart n°2	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 71.2	/	Sans objet
6	Suites de la visite du 05 mars 2013 - écart n°1	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.9	/	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.4	/	Sans objet
8	Protection contre la foudre - vérifications réglementaires	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 21	/	Sans objet
9	Protection contre la foudre - ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 18	/	Sans objet
10	Protection contre la foudre - documents à disposition	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 22	/	Sans objet
11	Protection contre la foudre - étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 19	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les thématiques inspectées étaient la lutte contre l'incendie (télésurveillance, poteaux incendie et

RIA), les installations électriques et la protection foudre. L'exploitant doit transmettre des compléments de justificatifs pour la télésurveillance et le débit simultané des poteaux incendie.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Lettre du 20/06/2012
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le reclassement proposé suite à la modification de la nomenclature est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2791-1, classement à Autorisation : Traitement de déchets non dangereux (provenant d'installations classées industrielles) : Broyage de matières plastiques usagées non souillées : Quantité max. de déchets traités: 10 t/j, • 2714-1, classement à Autorisation / 2662, classement à Enregistrement : Transit, regroupement, tri de matières plastiques usagées non souillées : Volume max. : 5 000m³ <p>Constats : L'exploitant a indiqué que l'activité du site est le traitement de déchets non dangereux provenant d'installations classées (pétrochimie de la zone de l'étang de Berre notamment). Le volume traité est d'environ 15t/j :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Broyage au moyen de 3 broyeurs pour transformer les plastiques en copeaux ; • Conditionnement : ensachage au moyen de 2 chaînes dont une seule utilisée (la nouvelle chaîne installée en 2011) ; • Compression (compactage) au moyen de 2 presses. <p>D'autres activités sont exercées sur le site à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reconditionnement de poudre PE de sites ICPE ; • Transit de déchets plastique (négoce). <p>Nature des plastiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Polyéthylène (PE), polypropylène (PP), polyamide (PA) , polycarbonate, polystyrene, abs essentiellement ; • Peu de déchets d'emballage (housses, sacs et bobines de films plastiques). <p>L'exploitant a indiqué ne pas réaliser ni de lavage ni de regranulation (pas d'extrusion).</p> <p>En ce qui concerne le stockage, 80 % du stockage est en extérieur, dont 5 silos (granulés plastiques). Le volume total stocké est de 850 à 950 tonnes au maximum selon l'exploitant. Deux silos ont été rajoutés en 2015 du fait de l'augmentation du volume de stockage et la différenciation des lots. Le volume total stocké dans les silos est de 400 tonnes (Silo 1 de 35T, Silos 2 et 3 de 90T, Silo 4 de 85T et silos 5 de 100T).</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un dossier de porter à connaissance a été transmis pour l'ajout des deux silos en 2014. L'inspection des installations classées n'a pas reçu de dossier de porter à connaissance relatif aux silos.</p> <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de justifier de la transmission en 2014 du dossier de porter à connaissance relatif aux silos, • de transmettre les volumes d'activités pour les rubriques 2714-1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites de la visite du 05 mars 2013 – ecart n°4

Référence réglementaire : Lettre du 03/05/2013
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pas de surveillance permanente du stockage des matières plastiques usagées en dehors des heures d'exploitation pour permettre d'alerter les services d'incendie et assurer leur accueil. L'exploitant a transmis par courrier électronique du 15 avril 2013 le procès-verbal d'installation des dispositifs de télésurveillance daté du 9 avril 2013.</p>
<p>Constats : Selon les éléments fournis le jour de l'inspection, le système de télésurveillance mis en place sur le site n'est relatif qu'à l'intrusion. L'exploitant indique qu'une société est intervenue le 02 mars 2020 sur la détection incendie et la télésurveillance. Il ajoute que le dispositif mis en place permet, en dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage par télésurveillance et l'alerte aux services d'incendie et de secours (en assurant leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux). Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de fournir les justificatifs.</p>
<p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs permettant de confirmer que les dispositifs mis en place permettent, en dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage par télésurveillance et l'alerte aux services d'incendie et de secours (en assurant leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites de la visite du 05 mars 2013 – ecart n°3

Référence réglementaire : Lettre du 03/05/2013
Thème(s) : Risques accidentels, Protection du risque foudre - étude technique et dispositifs de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'étude technique (et l'installation des dispositifs de protection) n'ont pas été réalisés. L'exploitant s'est engagé par courrier électronique du 15 avril 2013 à adresser le procès-verbal d'installation des protections contre la foudre d'ici le 05 juin 2013.</p>
<p>Constats : Le procès-verbal d'installations des protections contre la foudre n'a pas été reçu. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la réalisation en 2013 de l'étude technique et de l'installation des dispositifs de protection. Il a indiqué qu'une étude technique a été réalisée en 2017 suite à la mise en place des deux nouveaux silos sur le site en 2015.</p>
Type de suites proposées : Sans suite (cf. Points de contrôle 8 à 11 du présent rapport).
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suites de la visite du 05 mars 2013 – ecart n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 71.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un bilan donnant l'ensemble de ces renseignements sera adressé trimestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le bilan des déchets n'est pas transmis à l'Inspection des Installations Classées. L'exploitant a indiqué que l'adresse mail transmise de l'inspecteur était erroné. Il indique qu'il effectue les bilans tous les semestres. Il nous montre en séance le bilan pour le deuxième semestre 2021. Suite à l'inspection du 5 mars 2013, l'inspection des installations classées avait jugé acceptable la fréquence de transmission semestrielle du fait dans la mesure les déchets traités sont non dangereux.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de formaliser la demande de modification de la prescription de l'arrêté préfectoral dans le cadre du prochain dossier de porter à connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Lutte contre l'incendie - Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.10
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il sera installé sur le site trois poteaux incendie normalisés S 61-213 débitant simultanément au minimum 3000 litres par minute et placés à moins de 200 m du bâtiment le plus éloigné.
Constats : Quatre poteaux incendie sont présents (1 appartenant à l'exploitant et 3 appartenant à la SCP). Un test des poteaux a été effectué par la société GSI Services le 7 décembre 2021 sur 2 poteaux uniquement : <ul style="list-style-type: none"> • Poteau n° 192113903 à l'intérieur du site et appartenant à l'exploitant (dn 100, marque BAYARD) : Pression statique 11,8 bars, débit à 1 b 356 bars ; • Poteau n° 192113952 à l'extérieur du site et appartenant à la SCP (dn 150, marque BAYARD) : Pression statique 11,2 bars, débit à 1 b 347 bars. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le débit simultané des poteaux est de 3000 litres par minutes.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs permettant de confirmer que les poteaux incendie peuvent débiter en simultané au minimum 3000 litres par minute.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suites de la visite du 05 mars 2013 - écart n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il sera installé près des accès des robinets d'incendie armés de 40mm de diamètre conformes aux normes Françaises S 61-201 et S 62-201 de manière que toute la surface du bâtiment puisse être atteinte par deux jets de lance. La pression à l'appareil le plus défavorisé ne devra pas être inférieure à 2,5 bars.
Constats : Le site dispose de robinets d'incendie armés (RIA). L'exploitant a fait réaliser une vérification des pressions statiques et dynamique de ces RIA. L'intervention a eu lieu le 7 décembre 2021 par la société GSI Services. Le rapport d'intervention indique une pression statique à 11 bars et une pression dynamique à 2,8 bars. Cependant le rapport indique également que les RIA ont un diamètre de 33 mm. Ce diamètre nominal est contenu dans la norme NF S62-201.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de formaliser la demande de modification de la prescription de l'arrêté préfectoral dans le cadre du prochain dossier de porter à connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/1995, article 8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques seront entretenues en bon état et seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a fait réaliser une vérification des installations électriques le 25 février 2021 par la société SOCOTEC. Le rapport inhérent fait état de 5 non-conformités dont 2 déjà signalées lors des précédentes vérifications. Le certificat de conformité Q18 du 25 février 2021 indique une vérification complète des installations ainsi que l'absence de risques d'incendie et/ou d'explosion. L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser les travaux pour les 5 non-conformités signalées. L'exploitant transmet les justifications de la bonne réalisation des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection contre la foudre - vérifications réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'exploitant fait réaliser les vérifications réglementaires (vérification visuelle annuelle et vérification complète tous les deux ans) par la société BCM Foudre. Il nous montre en séance les derniers rapports de vérification : vérification visuelle (visite du 6 octobre 2021) et vérification complète (visite du 07 novembre 2019). Ces vérifications sont décrites dans la notice de vérification et de maintenance. En ce qui concerne les agressions de la foudre, l'exploitant fait un contrôle visuel du compteur. Il indique qu'aucune agression de la foudre n'a été relevée sur ses installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Protection contre la foudre - ARF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats : Suite à l'installation des deux silos supplémentaires l'exploitant a fait réaliser en 2017 une analyse du risque foudre par la société BCM Foudre (rapport du 8 juillet 2017). Les conclusions de l'analyse du risque foudre indiquent que le bloc 1 (ensemble entrepôt et silos) nécessite une protection de niveau IV.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Protection contre la foudre - documents à disposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Protection contre la foudre - étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : Suite à l'analyse du risque foudre (ARF), l'exploitant a fait réaliser en 2017 l'étude technique par la société BCM Foudre (rapport du 8 juillet 2017). Elle indique que les installations sont conformes et assurent une protection de niveau IV. Une remarque est indiquée : une vérification de la hauteur du capteur PDA2 doit être effectuée (le capteur doit être à 2m minimum au-dessus du nouveau silo). L'exploitant a indiqué que le capteur PDA2 n'était pas à 2 m minimum au dessus du nouveau silo. Un devis a été effectué et les travaux réalisés le 29 avril 2020 par la société DUVAL MESSIEN. L'exploitant dispose de la notice de vérification et de maintenance rédigée lors de l'étude technique ainsi que du carnet de bord.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet